

Enseigner un mois au Kurdistan irakien

Claude Gauvreau

«**M**algré les traumatismes que le régime irakien leur a fait subir, les Kurdes sont parvenus à acquérir une force, une tranquillité, un surcroît d'âme», confie la professeure Anne Legaré du Département de science politique, qui a séjourné un mois au Kurdistan, du 15 mai au 15 juin dernier.

C'est à l'invitation de l'Institut kurde de Paris, une association sans but lucratif vouée à la défense des droits du peuple kurde, que Mme Legaré s'est rendue dans la région du Kurdistan située en Irak, une petite province grande comme la Suisse, mais forte d'une population de quatre millions d'habitants. «Je suis allée donner des cours et des conférences dans des universités et à l'Assemblée nationale kurde sur les thèmes de la démocratie, du fédéralisme et des rapports entre la société civile et l'État. Les Kurdes ont une grande soif de savoir. Ils représentent la principale force de progrès en Irak», affirme Mme Legaré.

Depuis 1991, les Kurdes irakiens vivent dans une zone protégée par l'ONU. Ils forment un petit peuple courageux qui a su se relever après les bombardements irakiens au gaz toxique et autres atrocités, explique Mme Legaré. Ils ont gardé une tradition populaire vivace et se sont opposés de tout temps aux dominations étrangères. «Peu de gens savent que leur niveau de vie est le plus élevé dans le pays. Ils ont reconstruit leur réseau routier, possèdent sept chaînes de télévision tout en ayant accès aux autres chaînes américaines et européennes, sans parler d'un nombre important de journaux et de l'Internet. Plusieurs Irakiens aiment bien passer leurs vacances au Kurdistan!»

Aujourd'hui, raconte Mme Legaré, la région compte 4 000 villages, 2 000 écoles primaires et trois universités rassemblant 15 000 étudiants. Évidemment, les Kurdes ont encore d'énormes besoins : des élites à former, un système juridique à bâtir, une relève pour les enseignants, des bibliothèques, des bourses pour les étudiants, etc.

Un laboratoire de démocratie

Les Kurdes, qui sont aussi présents en Iran, en Turquie, en Syrie et en Transcaucasie, formant un peuple d'environ 25 millions de personnes,

ne veulent pas créer un État indépendant en Irak, aspirant plutôt à un régime fédéral où ils détiendraient environ le tiers de la représentation. «Ils se sentent irakiens et leur citoyenneté est irakienne. Ils sont de confession musulmane (en majorité sunnite), mais nulle trace d'intégrisme chez eux. Leur nationalisme n'est ni fermé, ni ethnocentrique. Ce qu'ils tentent de développer, c'est une culture du lien civique.»

Le peuple kurde s'est donné un gouvernement autonome et une assemblée nationale, dirigée par le Parti démocratique du Kurdistan, où sont représentés des civils, des membres de groupes religieux et deux minorités, les Turkmènes et les Assyriens. Ces derniers, au nombre de 160 000, ont cinq députés à l'Assemblée !

«Si jamais le régime de Saddam Hussein devait tomber, les Kurdes pourraient jouer un rôle important dans l'édification d'un système politique démocratique en Irak. D'ailleurs, en décembre dernier, des représentants kurdes étaient présents lors d'une réunion rassemblant les forces d'opposition à Saddam. Ils souhaitent qu'il s'en aille. Son départ serait pour eux une condition pour l'avenir. Quant aux Américains, qui les ont déjà laissé tomber par le passé, ils s'en méfient. Ils refusent de leur servir de caution contre Saddam et craignent que leur région serve de base de



Mme Anne Legaré, professeure au Département de science politique, à la frontière du Kurdistan irakien.

soutien à l'armée américaine dans l'éventualité d'une offensive militaire.»

Anne Legaré a rencontré récemment le ministre québécois de l'Éducation, M. Sylvain Simard. Celui-ci s'est montré favorable à l'idée de créer une mission uni-

versitaire québécoise qui pourrait recevoir des représentants kurdes afin qu'ils visitent nos universités et rencontrent des membres de l'Assemblée nationale du Québec, dans la perspective de jeter les bases d'une coopération future. «Les Kurdes s'intéressent beaucoup

à la francophonie. Ce serait formidable si leurs étudiants pouvaient venir ici, sur le terrain, pour voir comment fonctionnent nos systèmes politique et universitaire.»

«Personnellement, j'ai le sentiment d'avoir une dette énorme à leur égard», conclut-elle ●



Anne Legaré en compagnie d'étudiants kurdes.